

[Text]

avons examiné à l'intérieur du programme ou de l'activité du ministère. Ensuite viennent les observations et recommandations. Dans le cas du chapitre 19, on a subdivisé le chapitre en trois parties principales qui traitaient des revendications territoriales globales, de la gestion des terres et de la gestion des ressources hydrauliques. En regardant rapidement la table des matières, vous verrez que dans chacune des trois sections à l'intérieur du chapitre, on reprend le contexte d'une façon plus détaillée, on redéfinit l'étendue de la vérification pour la section en particulier et on passe aux observations et recommandations. Les observations et recommandations contiennent une définition des critères qu'on a utilisés pour faire la vérification ou une référence à un document qui contient les critères. Cela inclut aussi les réactions écrites de la gestion à nos recommandations. Dans certains cas, lorsque c'est nécessaire, on fait des commentaires sur le contenu de la partie III des prévisions budgétaires.

• 1035

Dans la troisième partie de ma présentation, je vous donnerai une idée de certains produits du bureau qui ne sont pas publiés dans le rapport annuel. Le rapport annuel contient en grande partie le résultat de nos vérifications d'optimisation des ressources, mais le bureau fait beaucoup d'autres choses qui n'apparaissent pas directement dans le rapport.

Par exemple, nous donnons une centaine d'opinions de vérificateurs concernant les états financiers séparés de sociétés d'État, de régimes de pension et d'autres activités gouvernementales. La majorité de ces opinions sont transmises au ministre responsable et déposées à la Chambre des communes. Une bonne partie d'entre elles, surtout celles portant sur des sociétés d'État, apparaissent au Volume III des Comptes publics. Cette information-là n'apparaît pas dans le rapport annuel. Il faut aller la chercher ailleurs.

On fait aussi des rapports d'examen spéciaux qui sont adressés au conseil d'administration de toutes les sociétés d'État sur des cycles de cinq ans. Seuls de très rares cas de ces examens spéciaux sont référés au Parlement. La plupart de ces rapports demeurent confidentiels au niveau des conseils d'administration des sociétés d'État.

En 1989, nous avons complété le premier cycle des examens spéciaux et nous sommes en train de commencer le deuxième cycle qui doit se terminer pour l'année 1994.

Le bureau émet d'autres produits qui n'apparaissent pas dans le rapport annuel. Ce sont les cas de vérification d'optimisation des ressources où certaines observations plus détaillées, de moindre importance, sont transmises aux ministères responsables sous forme de lettres à la gestion. On pourrait aussi les appeler rapports de projets. Dans certains cas, il y a des rapports détaillés. Dans d'autres cas, il n'y en a pas; il y a seulement le rapport qui apparaît dans le rapport annuel, c'est-à-dire le chapitre du rapport annuel. Selon les circonstances et l'envergure de la vérification, on émet dans plusieurs cas des lettres à la gestion qui n'apparaissent pas dans le rapport annuel.

Dans la dernière partie de ma présentation, je voudrais vous parler de la façon dont nous procédons pour les grandes étapes d'une vérification intégrée. Premièrement, comment choisit-on une vérification d'optimisation des ressources?

[Translation]

comprehensive land claims, land use and water resource management. If you take a quick look at the table of contents, you will see that in each of the three parts within the chapter there is a more detailed description of the context, the scope of the audit for a specific section is redefined and then there are the observations and recommendations. These contain a definition of criteria we used to carry out the audit or a reference to a document which contains the criteria. They also include written feedback on our recommendations by management. In some cases, when necessary, we also comment on the contents of Part III of the Estimates.

In the third part of my presentation I will give you an idea of some of the work carried out by the office which is not published in the annual report. The annual report contains mainly the results of our value-for-money auditing, but the office does a lot more which does not directly appear in the report.

For example, we publish about 100 opinions of auditors concerning separate financial statements of Crown Corporations, of pension plans and of other government operations. Most of these opinions are sent to the minister responsible and tabled in the House of Commons. A good part of these opinions, especially those dealing with Crown Corporations, appear in Volume III of the Public Accounts. This information is not printed in the annual report. It is to be found elsewhere.

We also produce reports on special audits which are sent to the Board of Directors of all Crown Corporations every five years. Only rarely are some of these special audits referred to Parliament. Most of the reports are confidential and are addressed only to the Board of Directors of the various Crown Corporations.

In 1989, we completed the first cycle of special audits and we are now beginning the second cycle which is slated to end in 1994.

The office also puts out other products which do not appear in the annual report. This is the case of value-for-money audits in which certain less important details are sent to the departments concerned in the form of letters addressed to management. These could be called project reports. In some cases the reports are detailed. In other cases, there are no details; only the report appears within the annual report, that is within the chapter of the annual report. Depending on the circumstances and the scope of the audit, in many cases we send letters to management which do not appear in the annual report.

In the last part of my presentation, I would like to take you through the major stages of a comprehensive audit. Firstly, how does one choose to carry out a value-for-money audit? The main instrument we use is the long term audit